L'Anarcho-Syndicaliste n°12
janvier 1977
Organe de l'Union des Anarcho-Syndicalistes

L'ERE DES "CONSENSUS"...

Le nombre des chômeurs ne cesse de s'accroître. L'inflation continue même si, pour un temps, les artifices de M. Barre peuvent donner l'illusion d'un certain ralentissement.

Les salaires:

A ce propos, notons que, pour décembre, l'indice C.G.T. accuserait environ 0,6 % de hausse du coût de la vie. Il est vrai que pour la même période celui publié par l'I.N.S.E.E. accuse... 0,3 %. Ne voilà-t-il pas un bel exemple de division du travail!

Décidément, les staliniens n'ont rien à refuser à M. Barre. Et ce ne sont pas leurs amis du P.S. qui le leur reprocheront si l'on en juge par les écrits de M. Rocard qui, dans le «Nouvel Observateur» du 2 janvier, après s'être félicité de ce que *«la France est un pays de paix civile relativement exceptionnelle»*, nous avertit obligeamment des conditions qu'il envisage pour les travailleurs dans le cadre d'un *«gouvernement doté d'un consensus normal: ...il sera plus difficile que nous ne le pensions, il y a quatre ans, de remettre le pays sur ses rails... Il est vrai que le calendrier des étapes de réalisation du Programme commun devra sans doute être différent de ce que nous avions pu espérer avant cette importante dégradation».*

Nons voilà donc prévenus pour ce qui concerne les salaires. Puis il précise: *«Autant certains aspects conjoncturels de ce programme voient s'estomper leur signification, se trouvant soit déjà réalisés soit dépassés par l'inflation, autant les éléments structurels deviennent de plus en plus fondamentaux».*

Faute de donner satisfaction aux revendications «quantitatives» et «conjoncturelles» des travailleurs - par exemple l'augmentation du pouvoir d'achat - Rocard leur proposera d'importantes réformes de structures: la participation, l'autogestion et autres formules réchauffées de l'association capital-travail.

L'école laïque:

Nous sommes, décidément entrés dans une période de réaction sur toute la ligne et aujourd'hui, le principe de la séparation des Eglises et de l'Etat est, lui-même, remis en cause.

Dans «Le Monde» du 7 janvier 1977, M. Guy Guermeur, député R.P.R. du Finistère après avoir condamné les *«dispositions agressives contenues dans l'avant-projet du plan socialiste pour l'éducation nationale, récemment publié»* réclame *«pour l'enseignement privé la parité avec le secteur public: aide financière aux établissements, traitement égal des maîtres».*

Et pour l'avenir, il nous faut, dit-il *«libérer les bastilles administratives des réticences qui persistent çà et là dans l'application de la loi. Au-delà il reste à obtenir une aide financière pour la construction des écoles privées. La vie appelle la vie: à laisser survivre les classes rurales sans permettre des implantations nouvelles dans les zones urbanisées, le gouvernement abandonnerait l'école privée au repli, à la récession et à la mort».*

Voilà pour la majorité, mais du côté de l'opposition?

Dans le style inimitable qui est le sien, «Le Monde» du même jour nous informe que: *«A l'origine de ce* qui a fini par devenir, au P.S., l'«affaire Mexandeau», quelques lignes de la chronique hebdomadaire du premier secrétaire du parti socialiste dans «L'Unité»: *«(...) Le projet éducatif établi par M. Louis Mexandeau*

et la délégation de l'éducation nationale (...), bien qu'ayant été retenu dans ses grandes lignes par le comité directeur et diffusé à ce titre, n'en garde pas moins son caractère de document préparatoire pouvant et devant être sur des points importants amendé (...). Il rappelait qu'un avant-projet ne devait pas «engager» le parti. Pour les militants rompus au style de M. François Mitterrand, une telle constatation équivalait à une sanction».

Quant au P.C.F., comme toujours, il pousse la logique de sa politique jusqu'au bout. On ne peut, à la fois, demeurer fidèle aux conclusions du colloque du C.N.A.L., réclamer la nationalisation de l'enseignement et se rallier au «compromis historique», c'est-à-dire accepter les solutions néo-corporatistes proposées par les démo-chrétiens. C'est ce qu'exprime clairement, dans une déclaration à la presse, Auguste Bechler, membre du Comité Central du P.C.F.:

«Le Parti Communiste tient à souligner que si la gauche accède au pouvoir, elle n'y accédera pas pour nationaliser l'enseignement libre, mais pour l'assainir et relancer la vie économique, entreprendre la plus grande réforme de l'enseignement, élargir la démocratie économique, sociale et politique.

Il précise, conclut M. Bechler, qu'il n'est pas dans ses intentions de régler quelque question que ce soit, serait-ce celle de l'école libre, de façon autoritaire ou par des mesures administratives».

Les laïques devront se faire une raison! Non seulement, le P.C.F. renonce à la nationalisation de l'enseignement mais il se propose «d'assainir l'enseignement libre», c'est-à-dire selon le «Robert» de le «rendre sain ou plus sain», ou encore «plus pur» (sic).

On notera également que le P.C.F. ne parle même plus de l'enseignement «privé» mais de l'enseignement «libre».

Ainsi, le stalinien Auguste Bechler, le R.P.R. Guy Guermeur et le «socialiste» François Mitterand se retrouvent d'accord pour, au nom du «droit à la pluralité et à la différence» ou du refus de recourir à des mesures «autoritaires ou administratives», condamner la formule découlant du principe de la séparation des Eglises et de l'Etat: A ECOLE PUBLIQUE FONDS PUBLICS, A ECOLE PRIVEE FONDS PRIVES.

Il faut être clair dans la France clérico-stalino-giscardienne de 1977. Un tel abandon équivaudrait concrètement à redonner à l'Eglise et à brève échéance un monopole de fait sur l'enseignement primaire. Et nous voilà revenus à Napoléon qui pensait que: *«l'éducation des enfants du peuple devait être confiée aux curés».*

Après le consensus entre la «droite» et la «gauche» sur la «participation» la «politique des revenus» et la «planification démocratique», voilà un nouveau «consensus» tout aussi réactionnaire et qui risque fort de déboucher sur une remise en question de nos libertés démocratiques.

La subtilité de Mitterand consiste à dire (*Europe 1* le 9-1): *«La laïcité doit être défendue. Elle représente la tolérance»*, et ajouter aussitôt: *«nous n'allons pas ranimer la guerre scolaire»*. Ce qui signifie en clair: nous acceptons la thèse des cléricaux faisant porter aux laïques la responsabilité de la guerre scolaire, en conséquence nous reléguons la laïcité (et les projets scolaires) au rang de principes philosophiques de tolérance sans implication dans les élections.

C'est pourquoi Haby, qui le lui doit bien, salue chaleureusement le secrétaire du P.S.: *«M. Mitterrand a déjà pratiquement désavoué M. Mexandeau. Je me réjouis de cette attitude, j'attends de savoir si le parti socialiste ne voulant plus nationaliser l'enseignement privé, acceptera qu'il vive et donnera son accord aux dispositions par lesquelles une aide de l'Etat est accordée à l'enseignement privé sous contrat» (Est-Républicain).*

C'est ce qui permet à Guy Georges qui, aux dernières élections présidentielles, appelait à voter Mitterrand comme tout le bureau du S.N.I. et celui de la F.E.N., d'écrire avec une hypocrisie consommée:

«L'utilisation d'un problème sérieux, à des fins électoralistes nous choque... Ce terrain n'est pas le nôtre. Si l'on a cru y entraîner notre syndicat, c'est peine perdue» (*Ecole Libératrice* du 21-1).

Pendant ce temps H. Lefèvre, président de l'U.N.A.P.E.L. donne des directives précises à ses parents d'élèves:

«Sans aucune discrimination nous devons dans chaque ville, dans chaque commune, interroger tous les candidats. Leur demander leurs intentions exactes à l'égard des écoles catholiques. Nous ne pouvons nous contenter de grandes déclarations générales, mais obtenir des engagements précis sur les aides qu'ils apporteront ou non aux écoles catholiques après leur éventuelle élection» (*La Nouvelle Famille Educative*).

C'est exactement la stratégie que le C.N.A.L., depuis 1949, appliquait à chaque période électorale, remplissant sa mission tout en restant indépendant des partis.

Il apparaît aujourd'hui que la timide proposition de Cornec, lors de sa conférence du 11-1, de s'adresser *«aux listes en présence sur le thème: pas de subventions aux établissements privés de la commune»* restera sans écho!

II faut également dire qu'une prise en charge des dépenses de fonctionnement et de développement de l'enseignement privé ne peut qu'aboutir à la destruction du statut des enseignants; ces derniers, au-delà de leurs préférences politiques ou idéologiques feraient bien d'y songer: pour défendre leur statut, c'est-à-dire, en dernière analyse, leurs conditions d'existence, aujourd'hui, comme demain et, peut-être, plus encore demain qu'aujourd'hui, les enseignants auront besoin de syndicats réellement indépendants de l'Etat, des Partis et des Eglises!

C'est dans ce contexte politique, assurément difficile, que la classe ouvrière cherche les voies et moyens d'agir pour la défense de ses intérêts et, au-delà, pour la défense de son droit à l'existence.

Bureaucratie stalinienne et bourgeoisie ont partie liée. Les uns comme les autres craignent pour leur privilège et tentent, par tous les moyens, de maintenir un certain statut-quo pudiquement baptisé *«coexistence pacifique».*

Mais il n'est au pouvoir de personne d'empêcher le processus de la lutte des classes de se dérouler inexorablement. Que cela plaise ou non, qu'on le souhaite ou non, nous allons vers de puissants affrontements de classe.

La crise est mondiale. Il est probable que le combat ne restera pas confiné dans le cadre étroit des frontières nationales. Quoi qu'il en soit les anarcho-syndicalistes, fidèles aux enseignements de la Première Internationale, sauront tenir leur place, sans vaine jactance et sans sectarisme.

Certes personne ne nourrit l'illusion que la bataille qui s'engage entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, et dont l'enjeu est le sort de l'humanité, sera facile. Elle connaîtra nécessairement des hauts et des bas.

Mais il est clair que chaque étape de son développement doit marquer un renforcement de notre courant.

Alexandre HÉBERT
Serge MAHÉ.

NOUVELLES BRÈVES...

La main d'Henri:

Quand Thorez lançait en 1936 la formule perfide de «la main tendue» aux frères catholiques, on ne pouvait lui reprocher de ne pas penser avec sa tête de stalinien. Ce n'est pas le cas d'A. Henri qui écrit textuellement dans «L'Enseignement Public» de ce mois:

«La main qu'on tend à un chrétien sincère, n'a pas besoin de renier ce qu'elle est, pour espérer le contact chaleureux et loyal».

Le comble serait une main qui pense comme un pied.

Des emplois pour les jeunes:

Chirac qui, à grand bruit, veut lui aussi rassembler les Français pour sauver la République, proposait samedi 15 janvier, ce programme enthousiasmant aux jeunes qui, on le sait, constituent la moitié des chômeurs et dont 1.400.000 quitteront l'école sans qualification d'ici 3 ans:

- *«être présents partout, être l'aiguillon du changement»;*
- pratiquer *«la démocratie du quotidien par la participation à la vie des groupes ou associations... qu'ils s'agisse du sport, de la protection de la nature, de l'animation culturelle, des voyages, de la consommation... »;*
- *«prendre part à l'organisation de leur travail, que ce soit à l'université pour les étudiants ou dans les entreprises pour ceux qui ont déjà un métier»;*
- enfin *«qu'un nombre croissant de jeunes aient le goût et le courage de créer eux-mêmes leur propre entreprise, qu'elle soit individuelle, notamment dans l'artisanat, le commerce ou l'agriculture, qu'elle soit petite ou moyenne mais, en tout cas, à l'échelle humaine».*

Une solution simple au problème de l'emploi, il s'agissait d'y penser.

L'U.G.T. aussi:

Tandis qu'en France les voies du consensus passent par le «dialogue démocratique» entre Giscard d'Estaing et l'Union de la gauche, en Espagne elles prennent la forme d'entretiens officieux et officiels entre «l'Opposition Démocratique» et le chef du gouvernement Adolfo Suarez, tels que ceux des 11 et 12 janvier.

A l'issue de ces entretiens le Secrétaire général du P.C. espagnol, Santiago Carillo, a pris la parole au cours d'une réunion qui se tenait au siège du *Parti Socialiste Ouvrier Espagnol* pour déclarer notamment: *«Nous avons jugé positifs et satisfaisants les premiers contacts»*. Carillo avait été choisi comme porte-parole par tous les participants à cette réunion: Démocrates-Chrétiens, aussi?

Libéraux, Social-démocrates, Parti Socialiste, Parti Communiste, U.S.O., Commissions Ouvrières et ...U.G.T.

Seuls la C.N.T. et les travailleurs espagnols ne participaient pas à ces mondanités monarcho-démocratiques.

On sait que dix jours plus tard, inquiète de la juste colère suscitée par l'attentat d'Atocha à Madrid, l'Union de la gauche espagnole lançait un appel au calme conjointement avec le gouvernement; le P.C., muni de brassards, coopérait au maintien de l'ordre avec l'Armée lors des obsèques de ses militants ; et le dirigeant socialiste Enrique Tierno Galvan suggérait l'élargissement du gouvernement actuel vers la gauche *«pour rétablir la confiance...»* le «consensus» comme dit Mitterrand.

Remous en Corrèze:

Jean Charbonnel ex-ministre du Général De Gaulle et «gaulliste de gauche» est, depuis 1971, maire de Brive.

Sa gestion municipale a été notamment marquée par un comportement particulièrement réactionnaire voire fascisant: mise en place de gorilles - intimidations et menaces à l'égard des employés municipaux - obligation faite au personnel de l'Hôpital d'adhérer à la C.F.T.C. - chasse aux militants des autres centrales.

Tout ceci n'empêche pas les distingués, signataires du programme commun de vouloir conclure un accord avec Charbonnel et ses amis en qui ils voient la «quatrième composante» de l'Union de la Gauche!...

En vertu de cette analyse, MM. Mitterrand et Marchais veulent faire figurer des militants du P.C. et du P.S. sur la liste que présentera Charbonnel aux prochaines élections municipales à Brive.

Comme de bien entendu, les staliniens locaux saluent avec enthousiasme cette perspective qu'ils considèrent comme «l'occasion d'une large union».

Mais les adhérents du P.S. ne semblent pas, quant à eux, convaincus de la nécessité affirmée par MM. Mitterrand et Marchais d'élargir la droite de l'Union de la gauche (représentée, jusqu'ici par le squelettique parti des Radicaux de Gauche) aux gaullistes musclés de M. Charbonnel, et la section du P.S. de Brive, vient, par 34 voix contre 12, de refuser toute participation à la liste de M. Charbonnel.

Une affaire à suivre...

Une grande famille:

La revue *«Pense et Lutte»* nous apprend l'existence d'une association qui, plus discrète que le rotary-club, n'en est pas moins influente. Il s'agit de la *«Commission Trilatérale»*. Fondée par le président de la *Chase Manhattan Bank*, David Rockefeller, cette organisation de la haute finance internationale se donne comme objectif, selon la revue précitée, de combattre les «excès de la démocratie» partout où serait mis en péril *«le maintien de la libre entreprise et de l'économie marchande».*

La Commission Trilatérale, d'abord composée des présidents des sept principales banques mondiales, s'enrichit de trente deux patrons américains, puis de P. D.G. européens et japonais. Ensuite fut recruté un syndicaliste de renom en la personne de René Bonety, responsable de la commission économique de la C.F.D.T., où Michel Roland le remplace aujourd'hui.

On décida alors d'élargir le club à des personnages (professeurs, éditeurs, journalistes, etc...) susceptibles d'être un jour lancés dans l'arène politique. C'est ainsi que le choix se porta sur un obscur gouverneur de Géorgie, marchand de cacahuètes, qui s'appelait Jimmy Carter.

Il restait à pourvoir l'Europe. Le numéro de décembre de la revue *«Pense et Lutte»* poursuit: *«Il y avait alors dans le club un professeur d'économie qui n'avait occupé de fonctions officielles qu'auprès de la commission du Marché commun à Bruxelles. Il se nommait Raymond Barre...».*

EXPROPRIATION...

Eh bien, ce que nous craignons, en fait d'expropriation, ce n'est nullement d'aller trop loin. Nous craignons, au contraire, que l'expropriation se fasse sur une échelle trop petite pour être durable; que l'élan révolutionnaire s'arrête à mi-chemin; qu'il s'épuise en demi-mesures qui ne sauraient contenter personne et qui, tout en produisant un bouleversement formidable dans la société et un arrêt de ses fonctions, ne seraient cependant pas viables, sèmeraient le mécontentement général et amèneraient fatalement le triomphe de la réaction.

Il y a, en effet, dans nos sociétés, des rapports établis qu'il est malheureusement impossible de modifier si on y touche seulement en partie. Les divers rouages de notre organisation économique sont si intimement liés entre eux qu'on n'en peut modifier un seul sans les modifier dans leur ensemble: on s'en apercevra dès qu'on voudra exproprier quoi que ce soit.

Pierre KROPOTKINE, «La conquête du pain».

INFORMATIONS INTERNATIONALES C.G.T.F.O.

Novembre 76, Au Congrès des Syndicalistes basques,

La S.T.V. (Solidarité des Travailleurs Basques, affiliée à la C.I.S.L. et à la C.E.S., vieille organisation syndicale basque fondée en 1911 sortant de la clandestinité, a tenu son Congrès à EIBAR, près de BILBAO. les 29 et 30 octobre 1976.

A. Laval représentant la C.G.T.-F.O., déclarait dans son intervention:

«Vos principes sont les nôtres: liberté, démocratie et indépendance du syndicalisme. Vos problèmes sont aussi les nôtres avec le pluralisme syndical, constante réalité des pays latins de l'Europe du Sud.

Nos amis de ce côté des Pyrénées, ce sont ceux qui, comme vous, la S.T.V., partagent nos idéaux de liberté et je cite les socialistes du l'U.G.T. et les anarcho-syndicalistes de la C.N.T.».

“LE SYNDICALISTE LIMOUSIN”

Novembre 76, En Espagne, Premier meeting de la C.N.T. depuis 1939.

Première centrale syndicale espagnole avant et pendant la guerre civile, la Confédération Nationale du Travail (C.N.T.), anarcho-syndicaliste, a tenu un meeting le 30 octobre à Barcelone.

Quatre mille personnes ont assisté à cette manifestation, première sortie publique de la C.N.T. depuis l'avènement du franquisme. De nombreux militants, vivant en exil, avaient passé la frontière pour applaudir les orateurs, dont Mme Joan Peiro, veuve de l'ancien ministre ouvrier, fusillé par les fascistes en 1940.

Le succès de ce meeting est la preuve de la profonde implantation de la C.N.T. dans la classe ouvrière espagnole, malgré les années de clandestinité et d'exil. Quoi qu'en disent les staliniens et leurs alliés sociaux-chrétiens, la C.N.T. reste la grande organisation prolétarienne qui conduira le peuple ibérique à l'émancipation.

FÉDÉRATIONS D'INDUSTRIES...

Nous reproduisons, en français, un article de ce premier numéro de l'organe de la C.N.T. qui reprend le débat vieux d'un siècle et toujours actuel entre les tenants du syndicalisme vertical et ceux qui, comme les anarcho-syndicalistes, accordent la priorité à la structure horizontale, qu'il s'agisse des Confédérations régionales en Espagne ou des Unions départementales françaises, héritées de l'ancienne Fédération des Bourses du Travail construite par Fernand Pelloutier.

Au sujet d'une nécessité qui se fait déjà sentir au sein de la Confédération - Les Fédérations d'industries - nous publions quelques paragraphes de la circulaire n°1 du Comité National:

Les enseignants, les camarades de la banque, ceux du bâtiment, etc... ont tenu diverses réunions, au niveau national, de militants des branches ci-dessus.

Ceci semble indiquer que l'on tendrait spontanément à créer de fait des fédérations d'industries.

Etant donnée l'importance de l'événement le Comité National voudrait préciser pour ces camarades, qui méconnaissent le rôle historique des fédérations d'industries à la C.N.T., certains aspects de ce rôle.

Les fédérations d'industries furent et doivent incontestablement continuer d'être des organismes destinés à l'étude de tout ce qui concerne l'industrie en question dans le domaine économique, financier, technique, statistique, etc... Entrent également dans les attributions des fédérations d'industries l'étude des problèmes revendicatifs des travailleurs de la branche intéressée et la formulation de ces revendications. Finalement elles ont pour mission d'effectuer des études constructives qui, lors du passage à la société sans état et sans classes - la société communiste libertaire - permettront de remplacer automatiquement les structures du capitalisme avec la plus grande efficacité.

Ceci dit, les camarades doivent se souvenir que les fédérations d'industries, si elles permettent de globaliser, NE PEUVENT NI NE DOIVENT constituer des organismes parallèles qui, court-circuiteraient les instances et la vie organique normale de la C.N.T. qui se canalise par le syndicat, la fédération locale de syndicats **(1)**, la confédération régionale **(2)**, et finalement la confédération nationale. Le militant s'exprime par ces voies et le fait à partir de son syndicat qui demeure, répétons-le, l'unité essentielle de l'organisation. Les résolutions adoptées au niveau du syndicat s'élèvent de bas en haut par le canal des instances citées.

Cela signifie que l'on doit réagir, si l'on veut que la C.N.T. se développe normalement, contre toute interférence et contre toute structure parallèle réalisées même involontairement par les camarades qui, très légitimement, se réunissent pour résoudre au niveau national les problèmes de leurs branches respectives.

Nous insistons sur le fait que la C.N.T. offre à tous le même cadre normal d'expression pour les problèmes généraux et que ce cadre a pour éléments de base le syndicat et la fédération locale.

(1) *Unions locales,* en France.
(2) *Unions départementales,* en France.

LES ENVAHISSEURS: ROBERT CHAPUIS PASSE DES AVEUX COMPLETS (suite)...

"Enfin Mazzini et Marx s'accordent encore sur ce point capital que les grandes réformes sociales qui doivent émanciper le prolétariat ne peuvent être réalisées que par un grand Etat démocratique, républicain, très puissant et fortement centralisé, et que pour le propre salut du peuple, pour pouvoir lui donner l'instruction et le bien-être, il faut lui imposer, au moyen de son propre suffrage, un gouvernement très fort".

Michel BAKOUNINE ***(1)****.*

Quatrième partie: UN YALTA IDEOLOGIQUE.

Robert Chapuis pourrait s'offusquer de se voir assimiler à Mazzini et peut-être protester qu'on lui fait un méchant procès d'intention, d'autant plus que Bakounine en avait déjà dit: *«Mazzini, dans sa jeunesse, partagé entre deux courants opposés, était à la fois prêtre et révolutionnaire. Mais, à la longue, les inspirations du prêtre, comme on devait s'y attendre, finirent par étouffer en lui les instincts du révolutionnaire, et* aujourd'hui tout ce qu'il pense, tout ce qu'il dit, tout ce qu'il fait, respire la réaction la plus pure» **(2)**.

LE CHEMIN DE L'ENFER

Ce n'est pas dans notre univers culturel, mais bien dans celui de Chapuis qu'il est dit que le chemin de l'enfer est pavé de bonnes intentions. Et comme ce ne sont pas ses intentions, bonnes ou mauvaises, que nous critiquons, il ne peut être question de procès d'intention.

Ces quelques lignes de Bakounine montrent que nos préoccupations ne naissent pas des débordements de notre imagination, mais au contraire qu'elles sont en prise directe sur des réalités déjà observées il y a plus d'un siècle et toujours d'actualité: christianisme et/ou socialisme, étatisme et/ou anarchisme.

Cette question n'intéresse Chapuis qu'indirectement et seulement parce qu'il lui faut en nier l'existence, l'enfouir sous la «problématique» artificielle à la mode: christianisme et/ou marxisme. Deux molosses idéologiques s'efforcent de se partager le monde en attendant que leurs positions antagonistes s'évanouissent dans un synchrétisme, cette synthèse envisagée par leurs dialectiques réciproques, aussi bien celle de Hegel dont le système de référence contient la pérennité de Dieu et de l'Etat que celle de Marx et Engels excluant Dieu et faisant dépérir l'Etat... asymptotiquement.

Il est donc nécessaire de débarrasser le champ de manœuvre des principaux gêneurs, ces anarchistes qui ont l'outrecuidance de poser tout le temps et partout, sous une forme qui ne sied à aucune des deux dialectiques en présence, la question du rôle du pouvoir, de sa logique interne qui demandent «naïvement» si une structure de pouvoir n'aurait pas des propriétés intrinsèques indépendantes des intentions de ses utilisateurs, qui - les odieux hérétiques - ne craignent ni ne voient dans l'Eglise un pouvoir à abattre ni d'envisager que l'hypothèse d'Engels sur le dépérissement de l'Etat pourrait relever de l'idéalisme ou de la mysthification.

«L'intervention d'un pouvoir d'Etat devient superflue dans un domaine après l'autre, et entre alors naturellement en sommeil. Le gouvernement des personnes fait place à l'administration des choses et à la direction des opérations de production. L'Etat n'est pas aboli, il s'éteint» **(3)**. Aussi Chapuis essaye-t-il soit de nous rejeter dans le passé, soit de nous noyer dans la confusion.

DES ANARCHISTES DE NAGUÈRE...

Les références qu'il fait à l'anarchisme sont rares et superficielles, quatre en tout, et trois fois il relègue le concept dans l'histoire ancienne:

«Peu à peu, néanmoins une action militante de type nouveau crée de nouvelles conditions de rupture, à

(1) Michel Bakounine, *Ecrit contre Marx (1872), Œuvres complètes,* Ed. Champ Libre, 1975, vol. III, p. 190.

(2) Michel Bakounine, *Réponse d'un international à Mazzini, «La Liberté»* n° 17, 18 août 1871, Œuvres complètes, Ed. Champ Libre 1973, vol. I, p. 4.

(3) Friedrich Engels, *Anti-Duhring,* Ed. Sociales, p. 320.

la fois anti-capitalistes et anti-impérialistes: la classe ouvrière peut ainsi retrouver son autonomie ; elle court alors le risque d'en revenir à l'anarcho-syndicalisme d'antan» **(4)**.

Et une cinquantaine de pages plus loin: *«...dans leur enthousiasme militant, les catholiques identifient alors l'autogestion plus encore que d'autres, plus encore que les anarchistes de jadis, avec la suppression de toute institution»* **(5)**.

La troisième référence de ce type est empruntée à un révérend père dominicain sévissant à *«Politique-Hebdo»*: *«Puisqu'il s'agit d'une extension de la situation révolutionnaire à de nouvelles catégories sociales, le mouvement étudiant qui commence aujourd'hui répète, historiquement décalé, les formes anarchiques, messianiques, utopiques des débuts du mouvement ouvrier»* **(6)**.

Mais comme on n'est jamais trop sûr de l'eau qu'on dit dormir, surtout quand les faits montrent le contraire car les mêmes raisons conduisent aux mêmes conséquences, en même temps qu'on situe l'impact des thèses anarchistes dans les temps écoulés, on affirme - dialectiquement, c'est évident - qu'elles sont reprises, dans ce qu'elles avaient d'intéressant, par d'autres... et quels autres!

Pour semer la confusion il faut mélanger les genres, si l'anarcho-syndicalisme est toujours vivace dans le mouvement ouvrier, il faut le situer là où il n'est pas: *«La situation changera après la guerre quand la nouvelle scission, celle de Force Ouvrière, majorera les oppositions proprement politiques : la C.F.T.C. se développera dans la tradition anarcho-syndicaliste particulièrement puissante dans le mouvement ouvrier français»* **(7)**. Or en 1948, les statuts de la C.F.T.C. faisaient toujours référence à la doctrine sociale de l'Eglise dont cinquante ans plus tôt Emile Pouget, anarcho-syndicaliste qui fut membre du bureau confédéral de l'ancienne C.G.T., écrivait: *«Pour l'instant c'est des trombines de socialos qu'ils se sont fabriqués: oh, leur socialisme chrétien n'a pas poussé en une nuit, kif-kif une vesse-de-loup. Il a mijoté quinze ans dans l'œuf, s'infiltrant doucètement, partout où il y a mèche. On rigolait des empapaoutés des cercles catholiques, ne se figurant pas que ça ferait des petits... Mais voilà, les ratichons ont pour eux le temps et la patience: c'est pas sur les hommes, c'est sur les générations qu'ils agissent»* **(8)**. Et Robert Chapuis accomplit sa petite part de ce travail de... bénédictin.

...AUX LIBERTAIRES:

Le maximum de confusion calculée est atteint dans une demi-douzaine de pages sous-titrées *«Libertaires et autogestionnaires»* **(9)**. Là on trouve en vrac, pêle-mêle, treize à la douzaine, le dominicain pré-cité, des maoïstes, la J.O.C., l'A.C.O., le P.S.U., la C.F.D.T. qui *«en choisissant à la fois le socialisme et l'autogestion... a remis en marche l'ensemble du mouvement ouvrier»* (vers quelles voies de garage? - nous y reviendrons). Camus, Rimbaud, Claudel, pour établir une quasi-identification - par l'intermédiaire de la non-violence - entre Martin Luther King et dom Helder Camara d'une part et d'autre part *«les mouvements libertaires qui exaltent de nouveaux types de collectivités, communautés rurales ou citadines qui posent en termes nouveaux les questions de la famille, de la sexualité, de l'éducation».*

Nous ne discuterons pas ici les caractères que présentent ces tentatives communautaires, mais n'importe quel militant libertaire connaissant correctement l'histoire du mouvement sait, quand il se lance dans une telle aventure, qu'il ne réinvente pas le fil à couper le beurre et que les thèses qu'il essaye de mettre en pratique ont déjà été développées et mises en pratique il y a 70 à 80 ans, qu'il n'y a rien de nouveau sur ce point... sauf, car l'offensive est générale, que certains veulent accommoder Stirner à une sauce évangélique qui lui aurait incontestablement donné des boutons.

Quant à la tentative de distorsion entre «anarchiste» et «libertaire» elle n'est pas digne d'un enseignant en lettres qui est tenu, professionnellement, de bien connaître le vocabulaire. Repartons donc pour un second tour de rallye-dictionnaire à propos de la définition de «libertaire». Larousse est abrupt: *«Partisan de la liberté absolue; anarchiste»* **(10)**. Foulquié et Saint-Jean le sont à peine moins: *«Qui n'admet aucune*

(4) Robert Chapuis, op. cit., p. 154. **(5)** Ibid., p. 209.

(6) R.P. Dom. Paul Blanquart, cité par Chapuis, op. cit., p. 199. **(7)** Ibid., p. 180.

(8) Emile Pouget, *Le Père Peinard,* 27 mars 1892, Ed. Galilée, 1976, p.216.

(9) Robert Chapuis, op. cit., pp. 197 à 204.

(10) Larousse en 3 vol., 1966.

restriction légale aux libertés individuelles; synonyme: anarchiste» **(11)**. S'efforçant de ne rien omettre Lalande signale deux sens: *«A (Le plus fréquent) Partisan de la doctrine anarchiste... B (Plus rare et impropre) Synonyme de libéral à l'un quelconque des sens de ce mot»* **(12)**. A peine jésuite (nous n'allons tout de même pas traiter d'ignorantin un responsable important du P.S.) Chapuis manœuvre dans le même temps pour récupérer les tendances anarchistes par l'emploi du mot «libertaire» et pour évacuer les analyses, les concepts, vers les ténèbres extérieures par le biais de l'impropriété. On ne peut pas nier la qualité de la formation de la pensée par la J.E.C.

UN PARTAGE TACITE:

Pendant ces centaines d'années l'Eglise a fait corps avec la réaction et l'obscurantisme (et cela continue: pour en être convaincu il suffit de ne pas se laisser tromper par les apparences), aussi - et particulièrement à partir du XVIIIème siècle - la lutte contre la religion s'est identifiée au combat pour le progrès social et la liberté, donc à la lutte des classes.

Vint la bureaucratie de l'U.R.S.S. dont le développement implacable montra - ce qui ne peut étonner un anarchiste - qu'un pouvoir athée demeurait avant tout un pouvoir, que l'idéologie dont s'habillait un Etat ne lui enlevait aucune de ses caractéristiques fondamentales d'Etat.

La révolution d'octobre a soulevé l'enthousiasme d'une grande partie de la classe ouvrière internationale - et même troublé bon nombre d'anarchistes - mais une caractéristique importante de l'enthousiasme, quand il faut le faire durer trop longtemps, est de se transformer en dogmatisme ou en déception. Le dogmatisme des uns renforçant la déception des autres.

L'Eglise joue sur cette déception pour reprendre sur tous les fronts une offensive préparée de longue date. Profitant de l'occasion offerte sur un plateau pour identifier athéisme à totalitarisme et liberté à religion elle doit faire croire que son seul adversaire est le marxisme et tenter de le phagocyter par la récupération de certains de ses mots d'ordre mobilisateurs. La logique de la situation conduisant son antagoniste privilégié à adopter un comportement analogue, tout semble se passer comme s'il y avait eu un Yalta idéologique et on observe un consensus conflictuel où les deux puissances opposées s'unissent pour faire front contre leur principal adversaire commun et, par là même, défendre conjointement Dieu et l'Etat.

Marc PRÉVOTEL.

(A suivre.)

Prochain article : V - Quelque chose de pourri au royaume de l'autogestion.

L'ANARCHO-SYNDICALISTE
Organe de l'Union des Anarcho-Syndicalistes
Nouvelle Série - Mensuel
Prix : le numéro 2,00 F
Abonnement 10 numéros: 20,00 F - Abonnement de soutien: 50,00 F
C.C.P. ROUYER Claude N° 3 894 46 V NANTES
CORRESPONDANCE:
Serge MAHE, 12, rue du Danube 44800 St-HERBIAIN - Tél.: 40-22-73
Le Gérant: Alexandre HEBERT
Imprimerie AUNEAU - NANTES.

---

(11) Paul Foulquié et Raymond Saint-Jean, *Dictionnaire de la langue philosophique*, PUF, 2ème éd., 1969.

(12) André Lallande. Vocabulaire technique et critique de la philosophie, PUF, 9ème édition, 1962.